

LES DÉBATS

2^e
ÉDITION

**FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX

4 - 5 JUIN 2019

L'ESSENTIEL

LES FAISEURS DE PAIX

www.normandiepourlapaix.fr



RÉGION
NORMANDIE

CONFLIT DU HAUT-KARABAGH : 25 ANS D'IMPASSE ?

5 juin, 15h45-17h00, salle Tocqueville

—
Modérateur :

- Adam Hug,
Directeur, Foreign Policy Centre

Intervenants :

- Leila Alieva,
Chercheuse senior, St Anthony's
College, Oxford University
- Laurence Broers,
Chercheur associé, Conciliation
Resources et Chatham House
- Olesya Vartanyan,
Analyste, International Crisis Group
- Thornike Gordadze,
Ancien Ministre d'État
pour l'intégration européenne
et euro-atlantique, ancien Vice-Ministre
des Affaires étrangères de Géorgie

Vingt-cinq ans après le cessez-le-feu signé en 1994 suite aux affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabagh connaît encore des éclats de violence. Ce territoire à majorité arménienne a déclaré son indépendance le 2 septembre 1991, mais celle-ci n'est reconnue par aucun des pays membres de l'ONU. Pourtant, les négociations n'ont jamais été interrompues depuis 1992. Certes elles ont abouti à une certaine ouverture des frontières et à une réduction des violences, mais sans la mise en place d'un processus plus structurel avec pour objectif d'aboutir à un accord de paix durable, ces avancées restent fragiles.

Selon Laurence Broers, aucun conflit post-soviétique n'a pris autant d'ampleur que celui opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il implique deux États souverains, membres de l'ONU, du Conseil de l'Europe et du

Partenariat pour la paix de l'OTAN, ce qui rend difficile toute prise de position des États tiers, en particulier occidentaux.

De plus, l'Azerbaïdjan connaît aujourd'hui une renaissance économique grâce au pétrole, qui lui permet de renforcer ses dépenses militaires sans pour autant instituer un réel pluralisme politique. Selon Leila Alieva, le Haut-Karabagh a été, aux yeux de l'Azerbaïdjan, instrumentalisé par la Russie pour faire pression sur le pays au moment où celui-ci souhaitait prendre son indépendance vis-à-vis du pouvoir de Moscou. Elle estime toutefois le régime du pays est devenu, au fil des années, de plus en plus autoritaire, notamment à compter de 2014, par peur d'une extension régionale des manifestations Euromaïdan en Ukraine, ce qui l'a amené à emprisonner des personnalités de la société civile qui étaient particulièrement actives dans les discussions avec l'Arménie.

À l'inverse, l'Arménie ne dispose ni de pétrole ni de gaz, et se développe entre les intérêts divergents de pays étrangers. Laurence Broers souligne qu'elle a dû s'allier, contre le désir de la société civile, avec la Russie, et que les volontés de participation démocratique au sein du peuple ont été étouffées au profit d'un régime autoritaire. En outre, si la Turquie fut l'un des premiers États à reconnaître l'indépendance arménienne, elle a rompu les relations diplomatiques avec le pays après la prise par les forces arméniennes de la région de Kelbadjar. La tentative de normaliser les relations en 2009 a échoué, car la Turquie a soumis cette normalisation à la résolution du conflit du Haut-Karabagh selon les termes de l'Azerbaïdjan.

Enfin, la Géorgie est également essentielle pour l'Arménie, car toutes ses importations et exportations transitent par ce pays. Pour autant, la Géorgie craint qu'en cas de résurgence du conflit avec l'Azerbaïdjan, la Turquie et la Russie demandent le droit de transit par son

territoire pour leurs armées, ce qui aurait des conséquences catastrophiques pour elle.

L'implication des acteurs régionaux - la Russie, la Turquie, l'Iran, et la Géorgie - dans le conflit peut être vue à la fois positive, car leur influence préviendrait la reprise des violences, et négative, parce qu'elle empêcherait un règlement définitif du conflit. Le Kremlin a joué un rôle important dans les années 1990 en soutenant militairement et économiquement l'Arménie dans son combat contre l'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu de 1994 a été négocié en présence de la Russie. Selon certains, celle-ci a aujourd'hui pris le contrôle des principales entreprises de l'Arménie. Cette mainmise sur la souveraineté du pays a suscité le mécontentement au sein de la population arménienne, mécontentement qui a joué dans l'émergence du mouvement populaire non violent en 2017, ayant conduit l'année suivante à la démission de Serge Sarkissian, au pouvoir depuis 2008, et à son remplacement par le leader de l'opposition, Nikol Pachinian. Aux yeux de Laurence Broers, ce changement a montré aux Arméniens que sécurité et démocratie n'étaient pas nécessairement contradictoires. En janvier 2019, les Ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan se sont engagés à préparer la paix.

Néanmoins, pour Laurence Broers, la prudence doit être de mise à l'égard de ce processus, car Nikol Pachinian reste focalisé sur les réformes intérieures et ne souhaite pas se rendre impopulaire par certaines décisions qu'il pourrait prendre vis-à-vis du conflit. Ilham Aliyev, le Président de l'Azerbaïdjan, a quant à lui le choix entre le statu quo, qui est susceptible de faire échouer le projet de libéralisation de l'Arménie de Nikol Pachinian, et une résolution du conflit qui pourrait n'avoir que peu d'intérêt pour son propre pays.

Selon Olesya Vartanyan, la paix au Haut-Karabagh est essentielle au développement économique et à la prospérité de la région. Pourtant, les populations ont le sentiment qu'une nouvelle guerre est inévitable, en raison de l'importance de la militarisation

du territoire au cours des vingt-cinq dernières années. Tous les jeunes du Haut-Karabagh doivent effectuer un service militaire de deux ans, et l'armée reste le principal employeur du territoire. Malgré tout, de plus en plus de jeunes, aussi bien en Arménie qu'en Azerbaïdjan et au Haut-Karabagh, s'inscrivent dans la mondialisation et souhaitent dépasser la question des frontières.

Sans réelle société civile au Haut-Karabagh et sans alternatives offertes à la population, il sera impossible de maintenir la paix. Les habitants du Haut-Karabagh, qu'ils soient restés dans la région ou qu'ils se soient réfugiés dans un pays voisin, sont exclus des processus diplomatiques. Pour Laurence Broers, l'institutionnalisation des associations du Haut-Karabagh s'impose, avec l'aide des organisations internationales, afin qu'elles puissent représenter la société civile, à la fois dans les discussions avec l'Azerbaïdjan, mais également dans la résolution des tensions internes au territoire.

La situation du Haut-Karabagh engage trois pays, mais également trois sociétés qui ont beaucoup en commun. Or, aucune paix ne sera possible sans l'engagement et l'accord de ces sociétés. Vingt-cinq ans ont ainsi déjà été perdus dans un processus qui prendra encore certainement plusieurs décennies.